

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-364

présenté par
M. Fait

ARTICLE 49**ETAT B****Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	40 000 000	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Soutien des ministères sociaux	0	40 000 000
TOTAUX	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à augmenter le budget de 40 M€ dont était doté le Fonds de développement de

l'inclusion (FDI) et que le PLF 2026 a supprimé.

Destiné à développer et à soutenir les Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), le FDI peut

être mobilisé pour différents types d'actions comme l'aide au démarrage d'une structure nouvelle, l'aide au

développement, à l'adaptation et à la diversification des activités, l'aide à l'appui - conseil ; l'aide à la

professionnalisation, l'évaluation et l'expérimentation ou encore l'aide exceptionnelle à la consolidation

financière.

Ce fonds est indispensable au soutien des SIAE, dans la période d'incertitude budgétaire que nous connaissons. Les coupes budgétaires massives vont mettre en difficulté l'ensemble des SIAE mais les plus

fragiles d'entre elles risquent de fermer définitivement. Pour limiter la casse sociale et économique, il est clé

de réintroduire un FDI qui pourra répondre aux difficultés conjoncturelles des structures.

Cet amendement augmente de 40 M€ les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'action

n°3 « Accompagnement des personnes les plus éloignées du marché du travail » du Programme 102 « Accès

et retour à l'emploi ».

Pour assurer sa recevabilité financière – et uniquement dans ce but, cet amendement réduit artificiellement

de 40 M€ les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'action n°31 « Affaires immobilières

» du Programme 155 « Soutien des ministères sociaux ». Cette baisse artificielle à des fins de recevabilité

appelle le gouvernement à lever le gage.

Cet amendement est issu d'une proposition du collectif IAE.